



STELLANTIS CTCY

Lundi 19 octobre 2026

N'en déplaie à Macron, l'automne s'annonce chaud !

À la télé, Macron a davantage parlé des « violences » qui ont émaillé les manifestations du 17 octobre que des causes de la colère. S'il a eu quelques phrases pour les « revendications légitimes », ça a été pour annoncer des rencontres de bla-bla, sans aucune mesure concrète. En revanche, contre les « casseurs », il a appelé préfets et procureurs à la plus grande sévérité, tout en invitant les partis politiques à faire bloc... pour tout ramener à la Présidentielle de 2027.

Mais impossible d'occulter l'immense succès de la journée du 17 octobre. N'en déplaie à Macron, l'automne sera chaud ! 550 000, selon la police, ou 800 000, chiffre rapporté par la presse, c'était, de toute façon, une mobilisation énorme pour une date venue de nulle part début septembre, revendiquée par des « Gilets jaunes », histoire de rappeler qu'en 2018, la révolte avait gagné le pays pour un litre de gasoil autour de... 1,50 euro le litre. C'est l'irruption de la jeunesse lycéenne qui a donné un coup de fouet à la mobilisation et mis la date au calendrier pour de bon.

Le gouvernement, qui avait la hantise de la convergence des colères contre sa politique, a tenté d'écraser dans l'œuf le mouvement des lycéens en tasant, gazant, matraquant de tout jeunes adolescents. Mais rien n'y a fait. Les jeunes ont tenu bon et leur mouvement a servi de catalyseur : toutes les colères ont bien convergé samedi 17 octobre !

Qui sont les véritables « casseurs » ?

Dénouçant les « violences » qui tournent en boucle sur les médias, Lecornu a adressé une forme d'ultimatum : « Il faut choisir son camp : celui de la République – et donc des forces de l'ordre – ou celui des casseurs. » Il y a bien eu des violences, sans doute en miroir de celles que les flics ont fait subir aux lycéens, tout particulièrement dans les quartiers populaires, dans le 93 par exemple. Des violences à la mesure, aussi, de la colère contre ce gouvernement qui couvre les riches de largesses en prenant sur tout ce qui est utile aux classes populaires.

Mais ceux qui dénoncent la casse et les pillages d'un samedi soir semblent ne pas voir la casse des vies qu'entraînent les politiques pro-patronales : 350 000 sans-abris, près de deux millions de travailleurs qui survivent avec moins que le Smic, des files de plus en

plus longues aux restos du cœur et autres associations de secours. Une casse humaine, pas une casse d'abribus !

Et que dire de ceux qui cassent les services publics ? Qui laissent se délabrer les écoles ? Qui ont démantelé le système public de santé ? De ceux qui cassent les emplois en fermant des usines ? Macron-Lecornu-Nuñez espèrent que l'épouvantail des « violences » fera taire les colères : ils n'y parviendront pas.

Manifester ne suffira pas, il faudra paralyser l'économie

Déjà, les coordinations nationales lycéenne et étudiante appellent à de nouvelles journées d'action dès jeudi 22 octobre, avec les Gilets jaunes samedi 24, dès la rentrée mardi 3 novembre et, avec tous les travailleurs, le 5 novembre. L'intersyndicale avait programmé cette journée en octobre déjà, afin d'enjamber sans en parler celle du 17 octobre. Non seulement le 17 octobre a été un immense succès, mais celle du 5 novembre apparaît désormais comme une nouvelle étape tangible, en particulier avec le trou des vacances scolaires de la Toussaint qui met la mobilisation lycéenne entre parenthèses.

Comme l'ont fait les lycéens et les étudiants, nous devons discuter dès maintenant, dans les ateliers et les bureaux, de la manière de nous organiser pour peser sur le mouvement et l'amplifier. Le 22, le 24, les 3 et 5 novembre : toutes ces dates doivent être des jalons. Manifester est évidemment important, mais cela ne suffira pas. Il faudra aussi paralyser l'économie, aller vers une grève générale, car derrière ce gouvernement des riches, il y a les riches, précisément les patrons, auxquels il faut faire recracher tout ce qu'ils nous ont volé.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant : prends contact avec nos militants.

<https://npa-revolutionnaires.org/>

L'exploitation a encore tué

Mercredi dernier un chauffeur de 63 ans est mort dans l'usine de Mulhouse d'une crise cardiaque. C'est le 3^{ème} chauffeur qui perd la vie en 18 mois sur ce site : c'est 3 de trop. A force de toujours réduire les coûts et « d'optimiser » les flux, Stellantis met la pression aux transporteurs sous-traitants qui la répercutent sur les salariés. Résultat : la fatigue s'accumule avec les milliers de km parcourus et les repos dégradés empêchent de récupérer correctement, jusqu'à l'épuisement.

Quand aujourd'hui les jeunes dans les manifestations scandent « *on ne veut pas perdre notre vie à la gagner* », c'est aussi contre cette organisation du travail qui tue, imposée par nos patrons, qu'ils se battent.

Un mondial de l'auto sans « happening »

Les patrons sont comblés : le mondial de l'automobile 2026 a été un succès ! Succès d'affluence, plus de 518 000 visiteurs, et succès des commandes : « *Deux fois plus de commandes et de lead que lors de l'édition 2024* » d'après le journal les Echos qui rapporte les propos d'un représentant de Stellantis. Pour l'évènement, l'entente entre constructeurs européens, américains ou chinois était au beau fixe. Il faut dire que les ventes mondiales se portent bien, à l'image du salon, même si nos dirigeants prétextent la concurrence pour justifier toutes leurs attaques contre nous, et ainsi gagner en productivité.

Finalement ce qui a manqué pour cette édition c'est que les travailleurs de cette viennent bousculer cette grande messe patronale contre les salaires au rabais, les suppressions d'emplois et les cadences infernales.

Le pouvoir d'achat en baisse pour la seconde année consécutive

Depuis 2024, les familles ont perdu en moyenne 1 200 euros de leur pouvoir d'achat. Si les salaires réels sont en baisse au moins depuis 2019, la perte était en partie compensée par les transferts sociaux et, pour les plus chanceux, les revenus du patrimoine. Ce n'est plus le cas en 2025 et 2026 puisque le pouvoir d'achat a baissé deux années de suite... ce qui n'était pas arrivé depuis 1960 ! Pendant ce temps, le nombre de millionnaires et de milliardaires n'a jamais été aussi élevé et les dividendes versés aux actionnaires des grandes entreprises françaises sont les plus copieux d'Europe.

Accidents du travail : l'année 2025 a battu tous les records

En 2025, 783 personnes sont mortes dans des accidents du travail, soit 19 de plus qu'en 2024, déjà considérée comme une année record. À cela il faut ajouter 344 décès intervenus dans des accidents entre le domicile et le lieu de travail et 204 liés à des maladies professionnelles. On arrive ainsi à un total de 1 331

décès. En outre, près de 700 000 accidents du travail, accidents de trajet et maladies professionnelles, avec arrêt ou incapacité permanente, ont été reconnus et indemnisés par la Sécurité sociale. Ces chiffres ne concernent que les seuls salariés de l'industrie et des services, ceux de l'agriculture et les artisans n'étant pas pris en compte. Le slogan « risquer sa vie à la gagner » est plus que jamais d'actualité.

Espagne : mort de Maricarmen, victime de la spéculation immobilière

Maricarmen Abascal, cette retraitée de 87 ans dont l'expulsion locative avait choqué le pays, est décédée dans un hôpital de Madrid. Elle avait été expulsée de chez elle, sur une civière et escortée par la police, de l'appartement qu'elle occupait depuis 70 ans. Son loyer avait été triplé par le propriétaire, un fonds spéculatif. À l'annonce de son décès, des centaines de personnes se sont rassemblées devant le Parlement. Face à l'intensification des mobilisations, le gouvernement de Pedro Sánchez a alors annoncé des élections législatives anticipées. De leur côté, les principaux syndicats espagnols ont appelé à une grève générale pour le 11 novembre pour réclamer « *de meilleurs salaires* » mais aussi « *un logement digne pour tous et toutes* ».

Belgique : unité contre les lycéens en lutte

La ville de Liège est devenue l'épicentre du mouvement de colère des lycéens qui touche actuellement l'ensemble de la Wallonie, la partie francophone du pays. Les jeunes se font réprimer par la police et on compte de nombreuses arrestations. Sous prétexte d'assurer « *la sécurité de tous les usagers* » le maire socialiste a décidé d'interdire les rassemblements de plus de trois personnes pour une durée indéterminée.

Il a aussitôt reçu le soutien enthousiaste du ministre de l'Intérieur, issu de la droite. Un bel exemple d'union nationale... pour museler une jeunesse en colère.

17 octobre 1961 : des milliers d'Algériens assassinés par la police

Des rassemblements ont eu lieu samedi 17 octobre dans plusieurs villes du pays pour commémorer le 65^e anniversaire du massacre de manifestants algériens par la police alors aux ordres du préfet de police Maurice Papon. Ce jour-là, des dizaines de milliers d'entre eux avaient répondu à l'appel du Front de libération nationale pour protester contre le couvre-feu ouvertement raciste décrété par le gouvernement. Une manifestation pacifique, qui tourna vite au massacre sanglant par la police. Plus de 10 000 Algériens ont été interpellés, d'autres tués ou blessés, dont certains jetés dans la Seine. Les historiens estiment aujourd'hui à plusieurs centaines le nombre des victimes.

Ne pas jeter sur la voie publique.

Imp. Spé. NPA-Révolutionnaires